

- Le projet « Responsabilité mère-filiale »

Ce projet reprenant les recherches entamées au semestre de printemps 2012 a pour objectif, en collaboration avec Amnesty International, de contribuer à la réflexion sur l'adoption d'un régime de responsabilité, en matière de droits humains, des sociétés-mères françaises par rapport à leurs filiales mais également des sociétés donneuses d'ordre par rapport à leurs sous-traitants ou à leurs fournisseurs. Les étudiants travaillent ainsi en vue de l'élaboration de propositions législatives précises en la matière.

« La Clinique m'a donné l'opportunité de découvrir la Responsabilité Sociale des Entreprises en pratique. Elle m'a permis d'utiliser mes connaissances juridiques dans le but concret de concevoir un régime de responsabilité pour les sociétés impliquées dans des violations des droits de l'Homme. La Clinique m'a par ailleurs donné la possibilité d'acquérir de l'expérience auprès d'ONGs et de professionnels spécialisés dans la défense des droits de l'homme, de découvrir leurs objectifs, leur méthodologie, leurs stratégies de plaidoyer et les difficultés qu'ils peuvent rencontrer. De façon générale, la Clinique est un formidable point de rencontre entre professeurs, professionnels et étudiants qui leur permet de partager leurs vues et de réfléchir ensemble, de façon innovante, aux solutions à des problèmes complexes ».

*Fatima Benfkira- Master Droit économique- Promotion 2013
Programme HEDG- Projet « Responsabilité mère-filiale »*

Revue de presse:

[Extrait de La Chronique d'Amnesty International de février 2013 par Benoit Guillou](#)

[Le Monde du 17 mai 2013: Les Français prêts à dépenser plus pour consommer responsables par Amélie Mougey](#)
[Pour en savoir plus](#)

[Novethic du 24 juillet 2013 par Brigitte Héraud :](#)
[Une proposition de loi française pour responsabiliser les multinationales sur les activités de leurs sous-traitants](#)

- Le projet « Cas Mapuche »

Débuté au semestre de printemps 2012, ce projet vise à soutenir l'action de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) dans une procédure devant la Cour Interaméricaine des droits de l'Homme contre l'Etat chilien relative à l'application d'une loi anti-terroriste à des représentants de la plus grande communauté indigène du Chili, les Mapuches.

Il s'agit pour les étudiants d'analyser la législation et la pratique anti-terroristes au Chili, dans un contexte de répression pénale abusive des représentants de ces communautés au regard des obligations internationales du Chili en matière de liberté d'expression, de réunion, et de manifestation pacifique.

- **Le projet « Transparence des contrats d'extraction de ressources naturelles »**

Ce projet a pour objectif de recenser et analyser les meilleures pratiques nationales en matière de transparence des contrats d'extraction de ressources naturelles en Afrique Sub-saharienne et, au-delà, dans d'autres pays en voie de développement. Ce travail, mené en collaboration directe avec les bureaux d'Open Society Justice Initiative à New-York, permettra notamment de nourrir un rapport en la matière commandé par le gouvernement Ougandais, ainsi que de potentielles actions en plaidoyer dans la région.

- **Le projet « Transparence des contrats en matière d'extraction de ressources naturelles en République Démocratique du Congo »**

Ce projet, en partenariat avec le bureau de Lubumbashi (République Démocratique du Congo) du Centre Carter et la Clinique Internationale des Droits de l'Homme de l'université de Columbia, a pour objectif l'élaboration d'un rapport sur l'application d'instruments juridiques visant à assurer la transparence des contrats d'exploitation de ressources naturelles en RDC. Ce rapport sera fondé sur un travail de terrain, programmé en mars 2013, ainsi que sur des notes d'expertise rédigées par les étudiants supervisés par des professeurs et maîtres de conférences à l'Ecole de Droit ainsi que par des tuteurs avocats en *pro bono*. Ce projet bénéficie d'un *seed grant* obtenu en 2011 auprès de l' [Alliance Program](#).

- **Le projet France Terre d'Asile**

Dans le cadre de ce projet initié au printemps 2013 et mené en partenariat avec l'ONG France Terre d'Asile, les étudiants effectuent des permanences juridiques pour les demandeurs d'asile au sein de son service d'assistance sociale et administrative. Les étudiants participent également à un projet de recherche juridique empirique mené par France Terre d'Asile sur les victimes de trafic d'êtres humains ou des demandeurs d'asile dont les conclusions seront présentées lors d'une conférence à Sciences Po le 19 novembre 2013.

- **Le projet « Fermes Herakles »**

Ce projet vise à assister un avocat local en association avec des ONGs locales et internationales dans la constitution d'un dossier contre une société immatriculée au Cameroun mais détenue par un investisseur situé à New York dans un litige relatif à un terrain occupé par 25 000 personnes sans titre de propriété. La société se fonde sur un contrat controversé signé avec le Gouvernement du Cameroun qu'une coalition d'ONGs et d'avocats a décidé de contester. Des actions juridiques locales et internationales sont envisagées et les étudiants y contribuent par diverses tâches : organisation des dossiers, recherche de jurisprudence, rédaction des demandes, production d'un mémorandum stratégique relatif aux actions juridiques et extra-juridiques devant être mises en place pour le dossier...

[Lire la note de presse sur ce projet](#)

« Je me suis inscrite dans le programme de la Clinique de l'Ecole de Droit de Sciences Po en pensant intégrer une clinique "à l'américaine" où un client individuel me serait attribué et dans laquelle je travaillerais sur un seul et unique sujet. J'ai cependant été déçue mais, de façon formidable, car, au lieu de travailler sur un sujet très précis, j'ai eu l'occasion de découvrir le monde des ONGs, les professionnels qui les font fonctionner et les situations concrètes pour lesquelles elles travaillent. Ayant peu de connaissances en la matière, ce fut un véritable plaisir de découvrir les interactions complexes entre interprétation innovante du droit, théorisation subtile et modification de situations réelles. Ces deux semestres passés au sein de la Clinique m'ont vraiment permis de mieux comprendre ce domaine et ont renforcé ma volonté d'en faire partie ».

**Kyla Jackson- Master Droit économique- Promotion 2013
Programme HEDG**